



Les syndicats de l'éducation de l'Ontario unis contre le projet de loi 33

Pour diffusion immédiate: mardi 21 octobre 2025

TORONTO, ON — Alors que la législature provinciale reprend ses travaux, l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO), la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (ETFO), l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens (OECA), le Conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (SCFP-OSBCU) et la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO) publient la déclaration conjointe suivante :

Plus tôt cette année, le gouvernement Ford a présenté le projet de loi 33, *Loi sur le soutien aux enfants, aux élèves et aux étudiants*. Il s'agit d'une mesure législative rétrograde qui ne fait rien pour soutenir les élèves, et qui vise uniquement à concentrer davantage de pouvoir entre les mains du ministre de l'Éducation, Paul Calandra.

Nos écoles traversent une crise, mais pas celle que ce gouvernement prétend vouloir résoudre. Le système d'éducation publique de l'Ontario s'effondre sous le poids du sous-financement. Certaines classes sont pleines à craquer. Des programmes essentiels sont supprimés. Le personnel enseignant et les travailleuses et travailleurs en éducation sont poussés à bout. Les besoins des élèves peuvent être négligés, ce qui entraîne des retards d'apprentissage et une hausse de la violence en milieu scolaire. En clair, il manque cruellement de personnel qualifié et de services pour soutenir adéquatement nos élèves.

Nous avons déjà vu ce scénario. La centralisation du pouvoir, l'érosion de la démocratie locale et l'imposition de systèmes punitifs sont les marques de fabrique des politiques à l'américaine. Malheureusement, le premier ministre Ford semble déterminé à toutes les reproduire. Ce n'est pas l'Ontario auquel croit la majorité d'entre nous.

Le premier acte législatif du ministre Paul Calandra dans ses nouvelles fonctions n'a rien à voir avec la sécurité ou la réussite des élèves : il s'agit d'une manœuvre politique calculée, conçue pour détourner l'attention de la véritable crise qui frappe l'éducation en Ontario : le sous-financement chronique et la réduction drastique du personnel. Au lieu d'investir dans des classes plus petites et dans le soutien aux élèves, le gouvernement préfère faire des conseillères et conseillers scolaires des boucs émissaires, tout en dissimulant le fait que, depuis 2018, il a retranché 6,3 milliards de dollars de notre système d'éducation publique.

Au début de septembre, le ministre Calandra a déclaré qu'il envisageait « à cent pour cent » d'éliminer le rôle des conseillères et conseillers scolaires. Ces derniers, élus par leurs communautés, pourraient être remplacés par des personnes nommées par le gouvernement ou par des superviseuses et

superviseurs pour la plupart des conseils scolaires, comme c'est déjà le cas pour cinq conseils scolaires de l'Ontario. Depuis plus de 175 ans, les conseillères et conseillers scolaires élus localement représentent fidèlement les voix des parents, des élèves, des proches aidantes et aidants et des communautés.

Nous savons que les conseillères et conseillers scolaires ne sont pas parfaits, mais ce rôle demeure essentiel au bon fonctionnement de notre système d'éducation. Elles et ils sont accessibles et redevables aux Ontariennes et Ontariens qui les élisent. Et s'ils ne remplissent pas leurs responsabilités envers leurs communautés, ils peuvent être remplacés par un vote. Quant aux superviseuses et superviseurs nommés, ces derniers ne rendent de comptes qu'au gouvernement Ford et à personne d'autre — pas aux parents, pas aux élèves, ni aux résidentes et résidents locaux. C'est ainsi que meurt la démocratie.

Les élèves de l'Ontario ont besoin de milliers d'enseignantes, d'enseignants et de travailleuses et travailleurs qualifiés supplémentaires dans leurs écoles. Ils ont besoin de classes moins nombreuses, d'un meilleur soutien en éducation spécialisée et en santé mentale, et de programmes entièrement financés qui répondent à leurs besoins. Ce dont ils n'ont pas besoin, c'est d'un contrôle accru de la part d'un gouvernement qui refuse d'investir dans leur réussite.

Nous devons faire front commun — personnel enseignant, parents, élèves et Ontariennes et Ontariens préoccupés — pour défendre nos écoles contre cette ingérence politique flagrante. Des écoles fortes reposent sur des voix locales fortes. Le gouvernement Ford doit renoncer à cette mesure législative rétrograde et investir de manière significative dans ce que méritent nos élèves et notre personnel éducatif. Il est temps de tourner la page sur les compressions et les projets de centralisation — les élèves de l'Ontario méritent un avenir à la hauteur de leur potentiel.

Martha Hradowy, présidente de l'OSSTF/FEESO

René Jansen in de Wal, président de l'OECTA

Gabrielle Lemieux, présidente de l'AEFO

David Mastin, président de l'ETFO

Joe Tigani, président du SCFP-CSCSO

Pour plus d'information, veuillez contacter :

AEFO—Marianne Raina au 613-218-3702 ou mraina@aefo.on.ca

CUPE—Shannon Carranco au 514-703-8358 ou scarranco@cupe.ca

ETFO—Carla Pereira au 416-962-3836 ext. 2332 ou cpereira@etfo.org

OECTA—Michelle Despault au 416-925-2493 ext. 509 ou m.despault@catholicteachers.ca

OSSTF/FEESO—Caitlin Reid au 416-576-8346 ou caitlin.reid@osstf.ca